

**Arrêté préfectoral portant modification des
conditions d'exploitation d'une carrière**

Arrêté n°AP-2025-05-DREAL

Société FAMY TP

Commune de Gendrey (39 350)

LE PRÉFET DU JURA
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 625-56/2033 du 7 mai 2003 autorisant la société S.A. ROUX, dont le siège social est à Frébuans, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de traitement de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey, au lieu-dit « Les Lavières » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04-08-2020-003 portant modification de l'arrêté DDAF/IST n° 2003/87 du 2 avril 2013 autorisant un défrichement sur la commune de Gendrey ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2018-45-DREAL du 13 décembre 2018 autorisant la société SAS FAMY, dont le siège social est situé au 415 rue de la Poste à Chatillon-en-Michaille, à se substituer à la société S.A. ROUX pour exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2022-05-DREAL du 21 janvier 2022 autorisant la société FAMY TP, dont le siège social est situé au 415 rue de la Poste – Chatillon-en-Michaille à Valserhône, à se substituer à la société SAS FAMY pour exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives et une installation de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu la demande déposée le 23 mars 2023 par la société FAMY TP, complétée le 31 octobre 2023 et le 14 juin 2024, en vue de prolonger l'activité de la carrière située sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRGAE-39-20240927-001 du 27 septembre 2024 fixant les modalités de la mise à la consultation du dossier, en application au 3° de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement, relatif à la prolongation de la durée d'autorisation de la carrière exploitée par la société FAMY TP sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu la mise à disposition du dossier au public du 21 octobre 2024 au 4 novembre 2024 par voie électronique et en version papier en mairie de Gendrey ;

Vu l'absence d'observation du public, lors de la consultation réalisée entre le 21 octobre 2024 et le 4 novembre 2024 inclus, au sein du registre de consultation déposé en mairie de Gendrey ou sur le site internet de la préfecture du Jura ;

Vu le rapport du 16 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 7 janvier 2025 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet par courriel en date du 15 janvier 2025 ;

Considérant que le site faisant l'objet de modifications est régi par les règles de la procédure d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'installations classées relevant de la rubrique 2510-1 sous le régime de l'autorisation, de la rubrique 2515-1-a sous le régime de l'enregistrement et de la rubrique 2517-1 sous le régime de la déclaration ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 mai 2003 susvisé ;

Considérant que la modification des conditions d'extraction de la carrière envisagée par la société FAMY TP engendre également une modification du plan de phasage d'extraction, de la remise en état finale et la mise à jour des garanties financières ;

Considérant que l'exploitation de la carrière sera poursuivie au sein du périmètre d'extraction autorisé à ce jour, sans extension et dans les limites du gisement fixées initialement ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société FAMY TP ne relève pas des catégories du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de mettre à jour le classement des installations du site, de préciser les modifications des plans de phasage d'extraction, de la remise en état finale et de mettre à jour les garanties financières à la suite de ces modifications ;

Considérant que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

L'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003, complété par l'arrêté préfectoral n° AP-2018-45-DREAL du 13 décembre 2018 et l'arrêté préfectoral n° AP-2022-05-DREAL du 21 janvier 2022 autorisant la société FAMY TP, dont le siège social est situé 415, rue de la poste Châtillon à Valserhone, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de traitement de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey (lieu-dit « Les Lavières »), est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Installations

La liste des installations classées du site indiquée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 est remplacée par la liste suivante :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Extraction à ciel ouvert d'une carrière de roches massives calcaires Niveaux de production autorisée : voir article 3	A
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes , en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de	Installation de traitement (criblage-concassage-lavage) Puissance totale des installations : 310 kW	E

	l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.		
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .	9 500 m ²	D

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau maximal d'activité pour les installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 3 – Niveaux de production

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 60 000 tonnes avec un maximum de 200 000 tonnes en cas de chantier exceptionnel pour les 4 phases quinquennales. Sur la période de deux ans relative à la prolongation de la durée de l'exploitation, la quantité maximale autorisée à extraire est de 26 000 tonnes brutes et doit respecter le phasage décrit à l'article 7 du présent arrêté. »

Article 4 – Conditions d'exploitation

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« La présente autorisation est accordée pour une durée de 23 ans à compter de la signature du présent arrêté qui inclut la remise en état complète, avec arrêt de l'exploitation effective 1 an avant l'échéance, soit avant le 7 mai 2025. Les modalités de remise en état sont définies à l'article 8 du présent arrêté. »

Article 5 – Garanties financières

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

Le montant des garanties financières est fixé comme suit.:

Phase	Montant pour la phase en euros (€)	Indice TP 01
De la date de signature du présent arrêté jusqu'au 7 mai 2026	142 189	128,6 (septembre 2023)

L'exploitant fournit au préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement et pour un montant mis à jour selon les règles applicables.

Article 6 – Modalités d'extraction

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« L'extraction doit être réalisée suivant le schéma comportant 4 périodes successives d'une durée de 5 ans chacune et une période de 2 ans. Les quantités de matériaux à extraire pour chaque période sont de 300 000 tonnes par phase quinquennale, soit une moyenne de 60 000 t/an sur 5 ans, ainsi que 26 000 tonnes brutes au maximum pour la période de deux ans relative à la prolongation de la durée de l'exploitation. »

Article 7 – Extraction

Les prescriptions ci-après se substituent à celles du 1^{er} alinéa de l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« L'exploitation est réalisée en 4 phases quinquennales et une phase de 2 ans. Le plan de phasage en annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 est remplacé par le plan de phasage en annexe 2 du présent arrêté. »

Article 8 – Bruit (mesures périodiques)

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 27.2 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« L'exploitant doit faire réaliser, dans les trois mois suivant la signature du présent arrêté, puis annuellement, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.

Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 9 – Vibrations

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 28.3 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées selon les trois axes de la construction.

L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression. Une mesure des vibrations est à effectuer lors de chaque tir de mines. La procédure doit décrire précisément les conditions de mesurage et de mise en place des capteurs (représentativité de la mesure, incertitude liée à la mesure, étalonnage des appareils, points de mesure, socle...). »

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 28.4 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« Les résultats de cette autosurveillance sont à adresser à la mairie de Gendrey et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées avec tous les éléments nécessaires. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. »

Article 10 – Modalités de remise en état

Les prescriptions ci-après complètent celles de l'article 30 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« Le plan de remise en état en annexe 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 est remplacé par le plan de remise en état en annexe 1 du présent arrêté. »

Les prescriptions ci-après se substituent à celles du 2° alinéa de l'article 31.1 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« Les talus sont purgés des matériaux dit « plaquettes » et ceux qui sont jugés stables restent en l'état en fin d'exploitation. »

Les prescriptions ci-après complètent les prescriptions de l'article 31.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« Au point bas, une mare temporaire d'environ 600 m² est créée. »

Les prescriptions ci-après complètent celles de l'article 31.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« Un programme de plantation est mis en place par la commune de Gendrey, unique propriétaire, en concertation avec l'Office national des forêts en charge de la gestion des bois communaux. Les compte-rendus de suivis de ce programme sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 31.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« L'apport de matériaux inertes en provenance de chantiers de démolition ou autre est interdit.

En revanche :

- la terre végétale issue du décapage de la zone d'extension sert pour partie à constituer les merlons en périphérie de l'exploitation. Le volume restant sert de support aux plantations ;

- les stériles servent à créer la piste d'accès au nord du site ;

- les blocs, cailloux issus du talutage en fin d'exploitation servent à créer des zones d'éboulis grossiers et sont mélangés de la terre végétale afin de créer une zone de réaménagement en terres-cailloux .

La localisation des matériaux non commercialisés figurent dans le plan de remise en état en annexe 1 du présent arrêté. »

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 33 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« Ces travaux sont réalisés à l'avancement tels que prévu par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel de phasage en annexe 3 du précédent arrêté, revu dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Le plan de phasage en annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 est complété par le plan de phasage en annexe 2 du présent arrêté. »

Article 11 – Date de fin de remise en état

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 34 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

« La remise en état du site est achevée six mois avant le terme de l'autorisation, soit avant le 7 décembre 2025. »

Article 12 – Arrêtés applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les prescriptions des textes ci-dessous sont notamment applicables à l'établissement :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515 (installation existante).

Article 13 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Gendrey dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société FAMYP.

Article 14 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 15 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Gendrey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- au maire de la commune de Gendrey ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Lons-le-Saunier (unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire).

Fait à Lons-le-Saunier, le

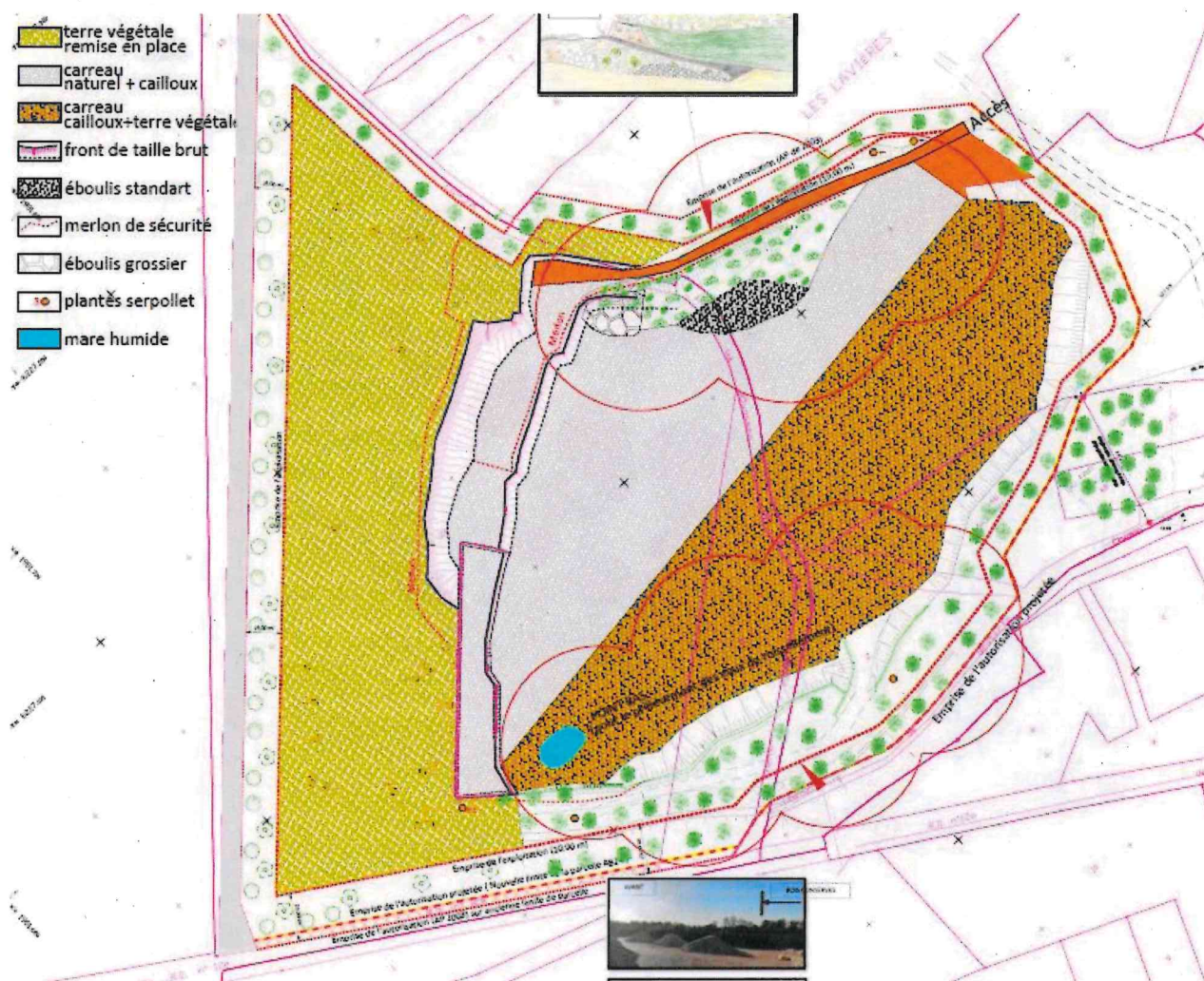
16 JAN. 2025

Le préfet,









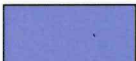

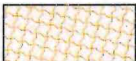
Serge CASTEL

Annexe 1 : Plan de remise en état



Annexe 2 : Plan de la carrière



	BOIS CONSERVES-ARBRES EXISTANTS	7 022 m3		MARE ou POINT D'EAU TEMPORAIRE
	STOCKS EXISTANTS.	21 700 m3 39 200 T		ANCIEN CHEMIN DE VASSANGE
	PHASE EXTRACTION de la prolongation	2 503 m2 9 900 m3		COTE TERRAIN
	ZONE D'EVITEMENT PAPILLONS	8 174 m2		COTE PROJET
	FRICHE HERBACEE, THERMOPHILE	11 772 m2	SURFACE D'EXPLOITATION PROLONGATION TOTAL 2023 = 35 600 m2	